

Si nous députés, aimons notre patrie, si nous voulons savoir vers quoi nous nous dirigeons et si nous voulons bâtir ce pays au lieu de le laisser se désagréger, nous devons travailler ensemble afin de nous sortir de la dépression. Si le gouvernement ne peut trouver des solutions, il doit céder sa place à un nouveau gouvernement qui saura en trouver.

**M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est):** Monsieur l'Orateur, cet après-midi le ministre d'État aux Finances (M. Bussières) a affirmé que les projections du budget de novembre dernier avaient été bouleversées par une conjoncture économique imprévisible et que par conséquent, il fallait emprunter encore.

C'est un refrain que nous connaissons bien. Combien de fois le gouvernement n'a-t-il pas fait de projections et de prévisions qui se sont révélées complètement erronées? Mais cela ne paraît pas déranger le gouvernement puisqu'il recommence. Il n'offre aucune excuse. Il annonce simplement qu'il s'est trompé et il nous expose les sommes qu'il lui faudra pour faire face à de nouveaux besoins financiers.

L'objet du bill C-111 est d'autoriser le gouvernement à emprunté 6.6 milliards pour assurer le financement de ses projets de dépenses. Pour vous montrer à quel point le gouvernement s'est habitué à présenter ce genre de mesures pour financer ses opérations, je vous rappelle que c'est la troisième fois au cours de la présente session que nous sommes invités à approuver une mesure semblable.

Le gouvernement nous a proposé tout d'abord le bill C-30, en vue d'emprunter 12 milliards de dollars, puis le C-59, prévoyant un emprunt de 14 milliards de dollars et enfin la mesure à l'étude aujourd'hui, en vue d'emprunter 6.6 milliards de dollars supplémentaires. Et pourtant, en 1980, nous avions un taux de croissance nul, notre pire bilan en 36 ans. La productivité a baissé, le chômage a atteint un niveau effroyablement élevé, l'inflation continue à grimper et le nombre de mises en chantier diminue sérieusement.

Lorsque nous voyageons à travers le pays ou que nous retournons dans nos circonscriptions, nous constatons que la conjoncture est telle que l'inquiétude a fait place à la crainte, la crainte s'est changée en mécontentement et nous en sommes arrivés au point où ce n'est plus du mécontentement, mais un immense courroux qui anime les Canadiens.

D'aucuns prétendent que c'est là une prédiction plutôt sombre que rien ne justifie. Cependant, j'ai parlé l'autre jour avec certains de mes électeurs; selon eux, dans leur région, les gens estiment en général qu'il faut prendre des mesures pour obliger le gouvernement à reconnaître l'existence des problèmes auxquels notre pays se heurte. Ils veulent que nous prenions des mesures qui soient pleinement justifiées, même s'il faut pour cela laisser encore une fois sonner le timbre indéfiniment. Lorsqu'on en arrive là, c'est que la situation est très grave.

Le ministre d'État chargé des finances sourit. Il n'est sans doute pas allé dernièrement en Colombie-Britannique et ne sait donc pas ce qui s'y passe, pas plus que dans le reste du pays, sans doute. La conjoncture ne témoigne pas des perspectives souriantes décrites par les porte-parole du parti libéral, qui nous avaient exposé ce que l'avenir nous réservait si les libéraux reprenaient le pouvoir. Le 12 janvier 1980, leur chef a déclaré à Toronto qu'il avait un programme économique pour les années 80 qui redonnerait aux Canadiens leur sens de la

dignité, qui créerait de nouvelles possibilités et assurerait leur sécurité.

[Français]

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre! Comme il est 6 heures, je quitte le fauteuil pour le reprendre à 8 heures ce soir.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

[Traduction]

### REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

**M. Patterson:** Monsieur l'Orateur, juste avant la pause, je venais de parler d'une déclaration faite par le chef du parti libéral en janvier 1980. Voici ce qu'il a déclaré:

Nous avons un programme économique pour les années 80 qui redonnera aux Canadiens leur sens de la dignité, qui créera de nouvelles possibilités et assurera leur sécurité.

**Des voix:** Bravo!

**M. Patterson:** J'entends les «bravo» de l'autre côté, mais si nous examinons notre bilan depuis lors, nous constatons que nous sommes bien loin des promesses de celui qui s'exprimait en ces termes à cette époque, le chef du parti libéral.

Je remarque les termes «redonnera le sens de la dignité». J'ai vérifié dans le dictionnaire, et le terme «dignité» signifie respect de soi. Je vous le demande, peut-on accroître le respect de soi d'une personne lorsque celle-ci voit tous ses rêves ou ses projets de réussite dans une entreprise donnée—par exemple, posséder une maison ou exploiter une entreprise ou une exploitation agricole—anéantis par le fardeau intolérable de la fiscalité, la charge effrayante de taux d'intérêt exorbitants et le cauchemar de la faillite? A mon sens, l'expression utilisée en parlant des années qui suivraient le retour au pouvoir du parti libéral était plutôt déplacée.

Quelles chances ont été offertes aux Canadiens? Travailler pendant quatre ou cinq mois de l'année pour financer le gouvernement? Un gouvernement qui est absolument insensible aux besoins et aux aspirations de ceux qui payent la note.

Quant à la sécurité, je vous le dis, monsieur l'Orateur, notre gouvernement mène le pays à la catastrophe, loin de donner aux Canadiens leur sens de créer des possibilités et d'assurer leur sécurité.

Bien qu'on puisse être tenté d'éprouver une certaine sympathie pour le gouvernement aux prises avec son dilemme, nous compatissons davantage avec les contribuables à qui il réclame une part sans cesse croissante de leur revenu pour satisfaire la rapacité croissante du gouvernement qui, par son incurie, engouffre les ressources qu'ils mettent à sa disposition.

Peut-être ma sympathie devrait-elle aller aussi aux partisans du gouvernement à la Chambre, eux qui ont si vaillamment tenté de défendre un bilan tout à fait indéfendable. A mon avis, il faut passer en revue la session actuelle, qui dure depuis plus de deux ans et au cours de laquelle les politiques du gouvernement se sont révélées désastreuses pour le pays. Aucun secteur de notre société n'a échappé aux attaques du gouvernement qui s'en est pris à presque tous les principes et les institutions chers aux Canadiens et dont ils bénéficient depuis des générations. En fait, le solliciteur général (M. Kaplan) a qualifié publiquement le récent budget de désastre national.